



## **Coalition pour le définancement de la police**

2065, rue Parthenais, suite 404

Montréal (Québec) H2K 3T1

[www.defundthespvm.com](http://www.defundthespvm.com)

Le 6 mai, 2021

Commission sur les finances et l'administration

Ville de Montréal

155, rue Notre-Dame Est

Montréal (Québec) H2Y 1B5

Cher membres de la Commission,

La Coalition pour le définancement de la police est un regroupement de 76 organisations montréalaises qui visent à mettre fin à la répression et à la violence policières et à mettre en place des pratiques et des programmes qui favorisent la sécurité de tous les citoyen.ne.s. Au cours de la dernière année, nous avons organisé de nombreux événements publics au cours desquels nous avons engagé les Montréalais.es autour de leur vision de la sécurité et de leur vision de la façon dont les fonds publics devraient être dépensés. Le résultat de cet engagement est, premièrement, une liste de revendications qui décrivent comment la sécurité pourrait être mieux assurée pour les Montréalais et, deuxièmement, un budget municipal alternatif qui vise ces mêmes objectifs.

Lorsque nous parlons du définancement de la police, nous parlons de créer une véritable sécurité. Nous parlons de réaffecter les fonds publics de la police à des pratiques et des services qui préviennent les méfaits, tiennent les gens responsables des méfaits qu'ils ont commis et soutiennent les types de transformation individuelle et sociale nécessaires à une véritable sécurité - ce que la police ne fait pas.

L'idée de définancer la police et de réinvestir dans les communautés est peut-être nouvelle pour la Commission et d'autres responsables municipaux, mais la plupart de nos organisations membres travaillent dans ce cadre depuis des années - et c'est nécessairement le cas. Des travailleuses du sexe aux consommateurs/rices de drogues, des personnes racisées aux personnes transgenres, les communautés avec lesquelles nous travaillons ne sont pas protégées par la police. Au contraire, elles sont rendues vulnérables par la police. Cette perspective est partagée par de plus en plus de personnes à Montréal, au Québec et au Canada. Même les personnes qui ne sont pas elles-mêmes ciblées par la police soutiennent de plus en plus cette vision. 54 % des Québécois appuient le définancement de la police<sup>1</sup> et, comme

---

<sup>1</sup> <https://www.ipsos.com/en-ca/news-and-polls/Canadians-Divided-On-Whether-To-Defund-Police>

vous le savez, 73 % des Montréalais interrogés lors de la consultation prébudgétaire de l'an dernier appuient le définancement.<sup>2</sup>

Alors que le besoin d'une nouvelle approche en matière de sécurité publique est criant, et que l'appui du public pour la définancement de la police est substantiel, nos élu.e.s semblent déconnectés de ces réalités. Malgré le soutien massif de la population en faveur du définancement lors de la consultation de l'année dernière, la ville a décidé d'augmenter le budget de fonctionnement du SPVM de 14,6 millions de dollars et son budget d'investissement de 6 millions de dollars. Alors que la consultation publique de cette année commence, la mairesse Valérie Plante a déclaré publiquement que le définancement de la police n'était «pas sur la table». Cette déclaration remet en question la légitimité de cette consultation, puisque la mesure budgétaire la plus soutenue lors de la consultation de l'année dernière a été écartée d'avance. Elle révèle également un investissement insensé dans le statu quo. Soyons clairs : les problèmes de profilage racial, de profilage social et de violence policière ne peuvent être résolus par des réformes de la police. La seule solution consiste à réduire les contacts inutiles entre la police et les citoyens - et nombre de ces contacts sont inutiles. Dire que le définancement de la police n'est pas sur la table revient à dire que nous sommes investis dans la poursuite du profilage racial et social et de la violence policière.

Comme l'année dernière, nos revendications sont claires. Nous demandons une réduction de 50 % du budget du SPVM, et nous demandons que cet argent soit réinvesti dans un éventail de programmes et de services communautaires, allant d'une équipe d'intervention d'urgence au logement social. Pour alimenter la consultation de cette année, nous joignons notre budget municipal alternatif. Comme nous l'avons mentionné, ce document est le résultat de consultations que nous avons nous-mêmes entreprises auprès de nos 76 organisations membres et de centaines d'autres Montréalais.es. Si la Commission, les élu.e.s et les fonctionnaires de la ville veulent savoir ce que 73% des Montréalais.es imaginent lorsqu'ils demandent le définancement de la police, ce document en donne une image partielle. C'est une image de la ville que nous voulons : une ville où la police n'est pas la solution à tous les problèmes sociaux, où la priorité est de prendre soin des gens et de les soutenir, où les discussions sur la sécurité donnent la priorité aux personnes qui sont le plus en danger dans les conditions actuelles et qui sont rendues moins sûres, et non plus, par la police.

Nous espérons que cette année sera l'année où la ville écoutera les demandes du public pour le définancement de la police et fera le premier pas vers une ville plus sûre pour tous.

Salutations cordiales,

La Coalition pour le définancement de la police

---

<sup>2</sup> Les résultats du sondage ont été mal évalués par la Commission. Alors qu'il est dit à la page 3 du rapport que 60 % des Montréalais sont en faveur du désengagement de la police, il est clair que 73 % d'entre eux le sont en réalité (18 738 pour le définancement parmi les 25 804 réponses <https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/url/ITEM/B0887132E1DA70CAE0530A93013270CA>)

# 10 Exigences



## DÉFINANCER

1. Couper immédiatement au moins 50 pourcent des 665 millions de dollars du budget du SPVM pour rediriger les fonds vers des programmes et des services opérés par et pour les communautés affectées qui sont listées ici-bas.

## DÉSARMER ET DÉMILITARISER

2. Bannir le port d'armes pour les agents de police, incluant les pistolets paralysant (Taser), les matraques, les armes à feu, les balles en caoutchouc, le gaz lacrymogène, le poivre de cayenne, les canons à son; démanteler les unités de police militarisées, incluant les équipes SWAT et les autres unités qui utilisent des armes de types militaires et du matériel de surveillance.



## DÉCOLONISER

3. Investir dans des modèles autochtones de justice et autonomiser les communautés autochtones afin qu'elles puissent utiliser ces modèles de justice pour répondre aux offenses commises au sein de leurs communautés; favoriser la reprise du pouvoir d'autres communautés opprimées, telles que les communautés noires, afin de développer des approches similaires de justice.

## RÉINVESTIR

4. Investir dans des programmes créés et gérés par les communautés pour prévenir les torts (incluant les préjudices liés à la violence, aux problèmes de santé mentale et aux drogues) et supporter les initiatives de justice transformatrice; habiliter les communautés à développer et gérer les programmes qu'elles jugent adéquats, dans la compréhension que les communautés ne sont pas monolithiques, subissent des axes d'oppression multiples et croisés, et requièrent un leadership et des programmes qui intègrent et utilisent une approche intersectionnelle (Ex. LGBTQ2S, handicap, travail du sexe, utilisation de drogue).



5. Créer et subventionner des équipes de service non armées et externes à la police pour répondre aux crises reliées à la santé mentale et à l'utilisation de drogue, aux infractions de la circulation, à la violence sexuelle, aux infractions juvéniles et aux cas de personnes disparues.

6. Investir dans des programmes et services, tels que des programmes de jeunes, des programmes récréatifs et des logements sociaux, dans des communautés présentement criminalisées; donner les ressources à ces communautés pour qu'elles développent et gèrent des programmes qu'elles jugent adéquats.

## DÉCRIMINALISER

7. Décriminaliser toutes les drogues, le travail du sexe et le statut du VIH; éliminer l'escouade anti-drogue du SPVM, l'escouade de moralité, l'unité Eclipse et les autres unités visant les communautés marginalisées, ainsi que tous les programmes de surveillance proactive; libérer les détenus et supprimer les casiers judiciaires reliées aux drogues et au travail du sexe.



8. Abroger les règlements administratifs reliés aux "incivilités"; libérer et supprimer tous les dossiers reliés à ces règlements administratifs (incluant les amendes non payées), incluant celles reliées à la surveillance et aux contrôles dans les transports en commun.

9. Retirer de façon permanente la police des programmes scolaires et sportifs, et cesser les patrouilles de police dans les parcs publics, dans les événements communautaires et dans les autres espaces typiques de rassemblement de jeunes.

10. Mettre fin à la criminalisation et à la surveillance de l'immigration en éliminant toute collaboration entre la police et les agents de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) et toute autre forme d'implication du SPVM dans des enjeux d'immigration.

# LA VISION DES COMMUNAUTÉS

Réponses des communautés au  
budget 2021 de la Ville de Montréal

Présenté par la Coalition pour le définancement de la police

Le 26 novembre, 2020

[defundthespvm.com](http://defundthespvm.com)

# PLAN

1. La Coalition
2. Pourquoi définancer et réinvestir?
3. Définancer le SPVM
4. Reinvestir dans les communautés

**LA**

**COALITION**



DEFUND LA POLICE

FESTIVAL D'ARTS MONTREAL.COM  
13

DEFUND THE POLICE

NO JUSTICE  
ALSO

PEOPLE'S CLIMATE MOVEMENT

iskweu

# MEMBRES FONDATEURS



Anti-Carceral Group  
AQPSUD (l'Association Québécoise pour la promotion de la santé des personnes utilisatrices de drogues)  
ASTTeQ (Action Santé Travesti(e)s et Transsexuel(le)s du Québec)  
Black Lives Matter Montreal  
Black Rose Alliance  
Black Student Network  
Black-Indigenous Harm Reduction Alliance  
BUMP (Burgundy Urban Mediation Project)  
COBP  
Cruise Control  
Hoodstock  
Montreal Indigenous Community Network  
Librairie Racines  
Native Harm Reduction  
Native Women's Shelter  
Open Door Books  
Prisoner Correspondence Project  
QPIRG-Concordia  
RawLaw McGill  
REZO santé  
Solidarité sans frontières / Solidarity Across Borders  
South Asian Youth Collective  
Stella, l'amie de Maimie  
Student Society of McGill  
Youth in Motion

[defundmontrealpolice@gmail.com](mailto:defundmontrealpolice@gmail.com)

COALITION  
POUR LE  
DÉFINANCEMENT  
DE LA POLICE

Pour vous joindre à la Coalition, envoyez-nous un courriel.  
To join the Coalition, send us an email.

# NOS VALEURS

La Coalition pour le définancement de la police, fondée en juin 2020, réunit 65 organismes et groupes communautaires. La coalition met de l'avant les voix des personnes noires et autochtones et cherche à assurer la sécurité et le bien-être des communautés les plus ciblées par la police. Nous sommes engagé.es dans une démarche de décolonisation, décriminalisation et d'abolition de la police et du système carcéral. Nous prônons plutôt du support aux communautés de Tiohtiá:ke, pour qu'elles puissent s'épanouir dans le respect de leurs droits humains.

**NOS**

**REVENDEICATIONS**

# NOS REVENDICATIONS

Les membres de la coalition ont défini 10 revendications qui, dans leur ensemble, permettront de réinvestir les fonds publics de la police vers des services et des programmes qui assurent réellement le bien-être et la sécurité des communautés.



# NOS REVENDICATIONS

- Définancer
- Désarmer et démilitariser
- Réinvestir
- Décriminaliser



## DÉFINANCER

1. Couper immédiatement au moins 50 pourcent des 665 millions de dollars du budget du SPVM pour rediriger les fonds vers des programmes et des services opérés par et pour les communautés affectées qui sont listées ici-bas.

## DÉSARMER ET DÉMILITARISER

2. Bannir le port d'armes pour les agents de police, incluant les pistolets paralysants (Taser), les matraques, les armes à feu, les balles en caoutchouc, le gaz lacrymogène, le poivre de cayenne, les canons à son; démanteler les unités de police militarisées, incluant les équipes SWAT et les autres unités qui utilisent des armes de types militaires et du matériel de surveillance.



## DÉCOLONISER

3. Investir dans des modèles autochtones de justice et autonomiser les communautés autochtones afin qu'elles puissent utiliser ces modèles de justice pour répondre aux offenses commises au sein de leurs communautés; favoriser la reprise du pouvoir d'autres communautés opprimées, telles que les communautés noires, afin de développer des approches similaires de justice.

## RÉINVESTIR

4. Investir dans des programmes créés et gérés par les communautés pour prévenir les torts (incluant les préjudices liés à la violence, aux problèmes de santé mentale et aux drogues) et supporter les initiatives de justice transformatrice; habiliter les communautés à développer et gérer les programmes qu'elles jugent adéquats, dans la compréhension que les communautés ne sont pas monolithiques, subissent des axes d'oppression multiples et croisés, et requièrent un leadership et des programmes qui intègrent et utilisent une approche intersectionnelle (Ex. LGBTQ2S, handicap, travail du sexe, utilisation de drogue).



5. Créer et subventionner des équipes de service non armées et externes à la police pour répondre aux crises reliées à la santé mentale et à l'utilisation de drogue, aux infractions de la circulation, à la violence sexuelle, aux infractions juvéniles et aux cas de personnes disparus.

6. Investir dans des programmes et services, tels que des programmes de jeunes, des programmes récréatifs et des logements sociaux, dans des communautés présentement criminalisées; donner les ressources à ces communautés pour qu'elles développent et gèrent des programmes qu'elles jugent adéquats.

## DÉCRIMINALISER

7. Décriminaliser toutes les drogues, le travail du sexe et le statut du VIH; éliminer l'escouade anti-drogue du SPVM, l'escouade de moralité, l'unité Eclipse et les autres unités visant les communautés marginalisées, ainsi que tous les programmes de surveillance proactive; libérer les détenus et supprimer les casiers judiciaires reliés aux drogues et au travail du sexe.



8. Abroger les règlements administratifs reliés aux "incivilités", libérer et supprimer tous les dossiers reliés à ces règlements administratifs (incluant les amendes non payées), incluant celles reliées à la surveillance et aux contrôles dans les transports en commun.

9. Retirer de façon permanente la police des programmes scolaires et sportifs, et cesser les patrouilles de police dans les parcs publics, dans les événements communautaires et dans les autres espaces typiques de rassemblement de jeunes.

10. Mettre fin à la criminalisation et à la surveillance de l'immigration en éliminant toute collaboration entre la police et les agents de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) et toute autre forme d'implication du SPVM dans des enjeux d'immigration.

**POURQUOI  
DÉFINANCER ET  
RÉINVESTIR?**

# POURQUOI DÉFINANCER ET RÉINVESTIR

La police cible les personnes noires, autochtones et racisées. La police est critiquée depuis les années 1970 en raison de profilage racial et social. Bien que des réformes mineures aient été implantées, nous n'observons aucun changement réel. Un rapport en 2019 a démontré que les personnes noires et autochtones avaient quatre fois plus de chance d'être arrêté par la police qu'une personne blanche. Entre les années 2000 et 2017, le SPVM a tué 32 personnes. La majorité des victimes ont été tuées lors d'interventions de crise reliées à la santé mentale. En parallèle, les services psychiatriques restent inaccessibles financièrement pour beaucoup de personnes, et l'attente pour avoir accès à ces services est parfois de plus d'un an.

# POURQUOI DÉFINANCER ET RÉINVESTIR

La police est formée pour répondre au crime, mais peu de situation dans laquelle celle-ci intervient contient des gestes criminels. Par exemple, la police se retrouve souvent en tant que « service de première ligne » pour les personnes vivant un crise reliée à la santé mentale. Trop d'individus, particulièrement des hommes noirs, sont morts aux mains de la police lors d'interventions en réponse à des urgences en santé mentale. La police n'est ni formée, ni ne devrait intervenir à la place de ressources appropriées, fiables et sécuritaires pour les personnes en crise.

**POURQUOI LES  
RÉFORMES NE  
FONCTIONNENT  
PAS**

# LES RÉFORMES NE FONCTIONNENT PAS

Les politiques réformistes tentent souvent de corriger un système qui est brisé. Cependant, les bases mêmes de ces systèmes prennent racines dans l'historique d'oppression. La violence et le racisme sont des stratégies que la police ne cesse d'utiliser. Les institutions policières ne peuvent pas être réformées pour être moins violentes et dommageables, car leurs fondements reposent sur ces stratégies.

# LES RÉFORMES NE FONCTIONNENT PAS

La majorité des stratégies réformistes misent sur l'investissement dans les départements policiers, ce qui a pour effet d'augmenter la surveillance des communautés. Les fonds qui sont alloués à la police pour effectuer des réformes font en sorte qu'il est encore plus difficile pour les communautés d'exiger du changement et de la redevabilité. Les dépenses dans les services policiers et les réformes de ceux-ci surpassent les dépenses publiques investies dans les services sociaux vitaux, alors qu'il y a très peu de données qui démontrent que la présence policière réduirait la criminalité. Historiquement, les réformes policières ont eu pour effet de renforcer et développer le système carcéral raciste, avec des fonds qui auraient pu être utilisés pour soutenir les communautés. Cependant, ces fonds auraient pu être utilisés pour soutenir les communautés.

# LES RÉFORMES NE FONCTIONNENT PAS

Les idées réformistes s'appuient sur une conception de la police comme étant une institution qui peut être corrigée, plutôt qu'une institution fortement enracinée dans les systèmes d'esclavage, de suprématie blanche, de colonialisme d'occupation et de génocide. Les réformes se concentrent depuis trop longtemps à réduire les maux que la police causent, plutôt qu'à imaginer ce que le rôle de la police pourrait être.

# DÉFINANCER LE SPVM

# DÉFINANCER LE SPVM

Les Montréalais.es sont très favorables au défnancement de la police. Cet été a été marqué par les deux plus grandes manifestations contre le racisme et la violence policière de l'histoire de la ville, et 60 % des participants à une consultation pré-budgétaire en août ont appelé à la défnancement de la police. Malgré cela, la ville de Montréal, dans sa proposition budgétaire pour l'année 2021 communiquée le 18 novembre dernier, propose d'augmenter le budget des opérations et des infrastructures du SPVM de 14,6 millions de dollars et de 6 millions de dollars en 2021, respectivement. Ces augmentations doivent être transformées en diminutions.

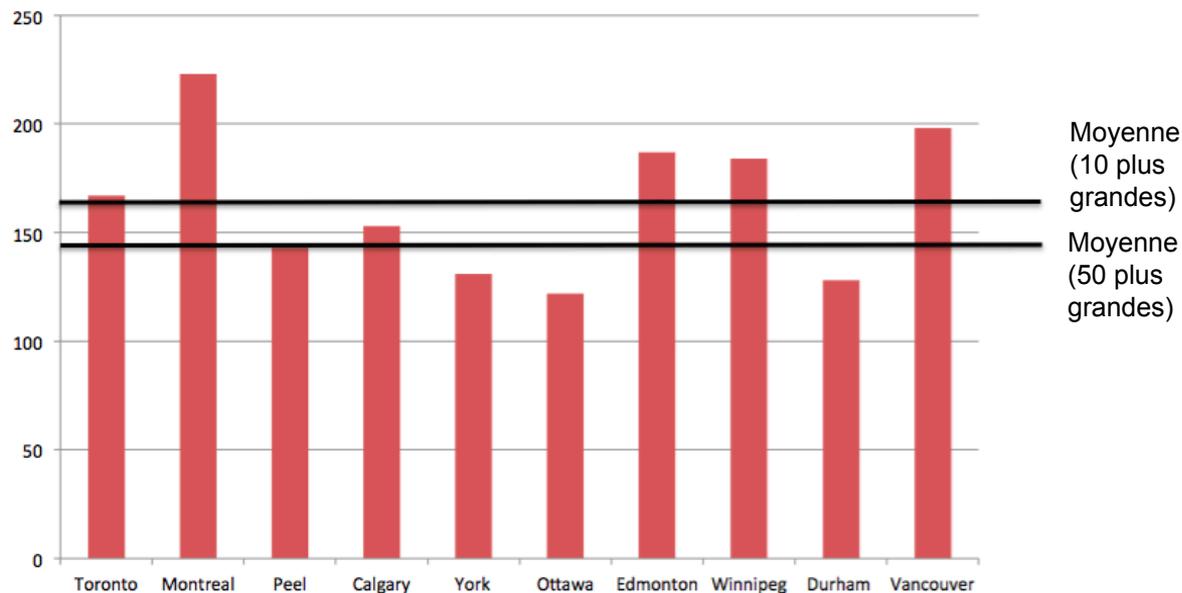
# BUDGETS DU SPVM

Les dépenses reliées aux services policiers de la Ville de Montréal ont décuplé depuis 2001. Celles-ci ont augmenté de 50% entre 2001 et 2010, et de 9% entre 2011 et 2020.



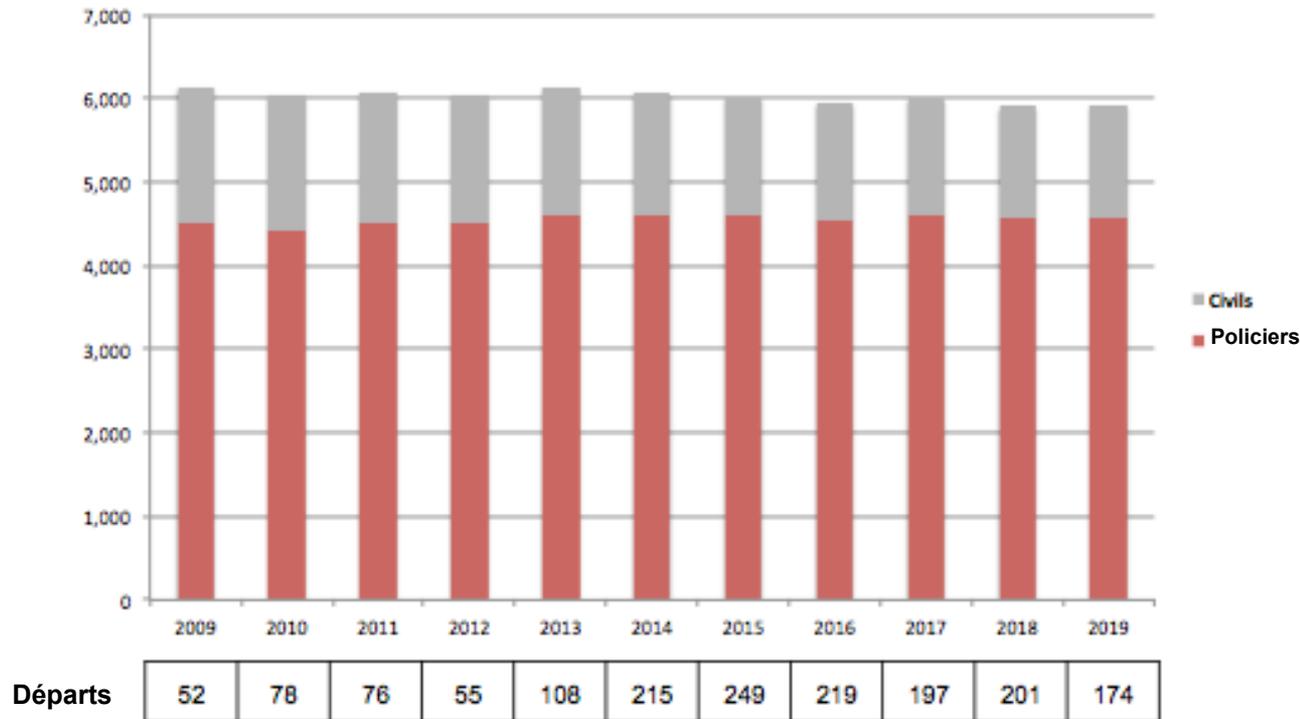
# IMPORTANCE DU CORPS POLICIER

Montréal est la ville ayant le plus haut taux de policiers par habitant au Canada, soit un taux de 36 % et 52 % plus élevé que celui de la moyenne des dix et cinquante plus grandes villes canadiennes, respectivement.



# ÉVOLUTION DES ÉFFECTIFS

La taille du service de police de Montréal est restée constante au fil du temps (environ 6 000 employés), le personnel sortant étant généralement remplacé par de nouvelles recrues.



# ÉVOLUTION DES ÉFFECTIFS

Les efforts de la ville pour réduire les effectifs en générale n'ont pas touché à la police. Un plan quinquennal de réduction des effectifs de la ville n'a été appliqué qu'au personnel civile de la police et seulement en deux ans.

	<b>Plan de réduction des effectifs (non-police) (2014-2018)</b>	<b>Réduction des effectifs policière (2014-2018)</b>
Reduction – leaving positions vacant	500	0
Reduction – not replacing departing personnel	2,205	78
Est. cost savings (\$)	\$240 MM	\$5 MM
Est. cost savings (%)	10 %	1 %

# PRÉCÉDENTS EN DÉFINANCEMENT

Au cours des six derniers mois, plusieurs villes nord-américaines ont voté une réduction du budget de la police. Calgary a également voté en faveur d'une réduction de 20 millions de dollars (5 %), mais elle sollicitera l'avis du public avant de la finaliser.

VILLE	Réduction du budget de la police (\$)	Réduction du budget de la police (%)
Austin, TX	150 millions	33 %
New York, NY	1 000 millions	17 %
Los Angeles, CA	150 millions	8 %
San Francisco, CA	120 millions	17 %
Oakland, CA	15 millions	5 %
Seattle, WA	4 millions	10 %
Baltimore, MA	22 millions	4 %

# PLAN DE DÉFINANCEMENT

Notre plan de définancement réduit les dépenses et le personnel de la police de 50 %. Il y parvient en réduisant la quantité de travail que la police est censée effectuer, soit en éliminant des tâches, soit en transférant des tâches à d'autres organismes.

## Élimination des tâches de la police

- Éliminer les tâches de la police qui ne protègent pas les personnes et/ou les rendent moins sûres :
  - Éliminer le travail de la police lié à la drogue, au travail du sexe, à la séropositivité et aux incivilités.
  - Retirer la police des écoles et mettre fin à la surveillance et à la participation aux activités des jeunes.
  - Mettre fin à la collaboration de la police avec l'ASFC et à toute autre implication dans les questions d'immigration.

## Transfert de tâches à d'autres organismes

- Transférer les tâches de police à d'autres organismes qui peuvent mieux les accomplir :
  - Remplacer les interventions policières en cas de maladie mentale et de surdose de drogue par une équipe d'intervention communautaire
  - Remplacer les interventions de la police dans les communautés autochtones par des modèles de justice autochtones ; appliquer progressivement des approches similaires dans les communautés noires et autres communautés opprimées.

# PLAN DE DÉFINANCEMENT

Les réductions du travail de la police permettent de réduire les effectifs et les dépenses à des degrés divers dans l'ensemble du service de police. Au total, 50 % des effectifs et des dépenses de la police seront réduits.

Unité	Effectifs actuel	Reduction d'effectifs	Reduction du budget (millions \$)
Direction du service	50	20 (40 %)	2,2
Gendarmerie			
– Postes de quartier (30)	2 439	1 220 (50 %)	134.1
– Socio-communautaire	72	72 (100 %)	7.9
– Métro and aéroport	167	84 (50 %)	9.2
– Brigadiers scolaires	235	235 (100 %)	25.9
– Other	605	303 (50 %)	33.2
Enquêtes criminelles	1 516	758 (50 %)	83.3
Intégrité et normes professionnels	156	47 (30 %)	5.1
Services corporatifs	667	233 (35 %)	25.7
<b>Totale</b>	<b>5 904</b>	<b>2 971</b>	<b>326.8</b>

Selon nos données et recherches, le SPVM compte un personnel pléthorique et ses ressources financières sont excédentaires. La nécessité de réduire et de réinvestir le budget alloué au SPVM dans la communauté est donc manifeste.

**RÉINVESTIR  
DANS NOS  
COMMUNAUTÉS**

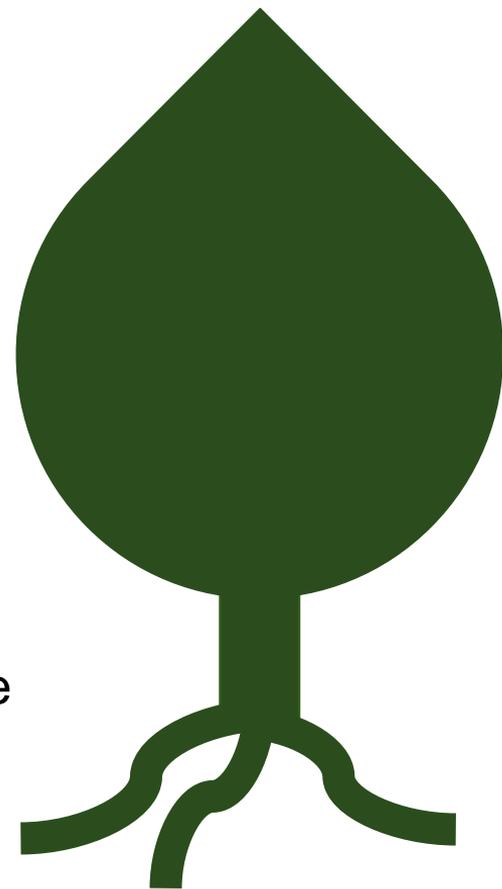
# CONSULTATION DES COMMUNAUTÉS

- Nous avons demandé à plus de 100 organisations communautaires de Tiohtiá:ke comment est-ce qu'elles conçoivent le réinvestissement du budget du SPVM :
  1. Qu'est-ce que votre organisation suggère pour le réinvestissement des fonds du SPVM?
  2. Quels sont les trois besoins prioritaires des communautés que votre organisation soutiennentt?
- Ayant reçu leur réponses, nous continuons les consultations de groupes et individus des communautés

# LES TROIS RACINES DU RÉINVESTISSEMENT

Notre consultation a permis d'identifier trois domaines prioritaires, trois «racines» du réinvestissement :

1. Soutien à la pérennité du bien-être des communautés
2. Soutien à la justice transformative et réparatrice
3. Équipes d'urgence communautaires en situation de crise



# SOUTIEN AU BIEN-ÊTRE ET À L'AUTONOMIE DES COMMUNAUTÉS

## Mesures de soutien à la mobilisation et à la défense des droits

- Soutien à la solidarité à l'intérieur des communautés et entre les communautés
- Soutien aux communautés vivant avec le VIH/sida
  - Emploi : améliorer les conditions d'emploi, salaires et avantages sociaux
  - Aide alimentaire
  - Accès à de l'équipement informatique et à Internet pour briser l'isolement durant la pandémie
- Renforcer les initiatives d'éducation populaire qui soutiennent les communautés opprimées par les institutions coloniales

## Mesures d'accessibilité

- Prioriser le leadership des personnes noires, autochtones et en situation de handicap dans la planification du réinvestissement
- Élaboration de programmes communautaires par et pour les personnes vivant avec un handicap
- Programmes de soutien au bien-être comportant une diversité d'options accessibles et adaptés aux personnes selon leur langue, leur culture et leur identité, plutôt que des programmes structurellement non-inclusifs
- Création et animation de formations sur le capacitisme
  - Collaboration avec des groupes anti-capacitistes pour ce faire
- Financement en vue d'accroître la portée du travail culturel qui est créé et mené par des personnes vivant avec des handicaps

# SOUTIEN AU BIEN-ÊTRE ET À L'AUTONOMIE DES COMMUNAUTÉS

## Soutien spécifique aux communautés 2SLGBTQIA+

- Centre pour jeunes 2SLGBTQIA+
  - Espaces confidentiels offrant de l'écoute active
  - Soutien aux personnes qui consomment des drogues
- Espace offrant un « unique arrêt » (logement, santé, justice, employabilité)
  - Soutien aux adultes avec espaces spécifiques pour les jeunes
  - Espace de communication pour les organisations communautaires 2SLGBTQIA+
- Opportunités de formation, avec une attention particulière pour les réalités des personnes qui consomment des drogues
  - Exemple : Gestion de conflits et de crises, injections plus sécuritaires, naloxone, communications avec des pairs, etc

## Soutien à l'éducation

- Programmes d'éducation accessibles pour des personnes ayant différentes capacités d'apprentissage
  - Éducation à différentes compétences de la vie quotidienne incluant : les relations interpersonnelles, budget, cuisine, hygiène, alphabétisation, etc.
- Programmes de jumelage
  - Certification communautaires/diplomation menant à de l'emploi et à des carrières
- Formation à l'intervention par les pairs et formations mutuelles entre les communautés
- Éducation à la sexualité inclusive des réalités 2SLGBTQIA+ et des réalités des personnes vivant avec des handicaps, qui met de l'avant le consentement

# SOUTIEN AU BIEN-ÊTRE ET À L'AUTONOMIE DES COMMUNAUTÉS

## Soutien financier

- Revenu universel garanti
- Augmentation des montants de l'aide financière de dernier recours
- Fond d'urgence pour les travailleur.euses du sexe
- Programmes de formation en gestion de finances personnelles
- Transport accessible (gratuit) pour les personnes bénéficiant de l'aide financière de dernier recours (aide sociale)
  - Cartes de transports en commun mensuelles gratuites pour les personnes qui reçoivent de l'aide financière gouvernementale
- Augmentation des salaires des intervenant.es sociaux et des organisateur.ices communautaires
- Soutien financier alloué spécifiquement aux jeunes vivant avec des handicaps
  - Auto-gestion, atteinte d'objectifs et capacité d'analyse

## Soutien aux familles

- Support communautaire pour les familles ayant des démêlés avec la Direction de la protection de la jeunesse
  - Accompagnement et support lors des rendez-vous
- Aide alimentaire pour les familles
- Programmes d'accès aux services de soins (exemple : réseaux de gardiennage accessible)
- Soutien à la grossesse
  - Accompagnement et support aux rendez-vous de santé
  - Soutien aux préparations reliées à la grossesse et à la naissance
- Programmes de soutien à l'adoption
  - Outils éducatifs aux individus et aux familles
- Thérapies familiales

# SOUTIEN AU BIEN-ÊTRE ET À L'AUTONOMIE DES COMMUNAUTÉS

## Espaces plus sécuritaires

- Augmentation des hébergements ouverts en tout temps pour les personnes qui fréquentent la rue, en situation d'itinérance et/ou vivent des situations précaires
  - Espaces confortables pour dormir
  - Nourriture
  - Espaces calmes
- Espaces confidentiels et anonymes pour les travailleur.euses du sexe et autres personnes qui fuient la violence
  - Espaces spécifiques pour les femmes, les hommes et les personnes 2SLGBTQIA+
- Espace d'entrepôts les membres de la communauté voulant conserver certains biens
- Augmenter le nombre d'entrepôts à vêtements
  - Incluant les vêtements saisonniers (pour éviter l'hypothermie la nuit)
- Infrastructures pour les organisations communautaires
  - Espaces de rassemblement
  - Pièces fermées pour les rencontres individuelles
  - Bureaux

# SOUTIEN AU BIEN-ÊTRE ET À L'AUTONOMIE DES COMMUNAUTÉS

## Logement

- Logements pour les jeunes
  - Logements de transition pour les jeunes adultes, particulièrement les personnes qui ont été prises en charge par le système de protection de la jeunesse
- Logements pour les adultes en situation d'itinérance
  - Hébergements de transition et logements permanents à prix modiques
  - Logement pour les personnes qui souhaitent du soutien dans la gestion de la consommation des drogues
  - Logements spécifiques pour certaines communautés
- Logements pour les travailleur.euses du sexe
  - Dans lesquels l'alcool et les drogues ne sont pas interdits
  - Inclusif pour les personnes trans, non binaires et non conformes dans le genre
  - Édifices discrets permettant de conserver une confidentialité

## Santé

- Développement d'un centre de santé autochtone
- Programmes de santé holistique
  - Santé émotionnelle : intervention/thérapie en lien avec le deuil, formation en lien avec la violence latérale, soutien par les pairs
  - Santé mentale : services psychosociaux, soutien par les pairs
  - Santé physique : soutien à la mobilité, services ancrés dans les communautés
  - Santé spirituelle : services culturellement spécifiques, programmes de guérison axés avec le contact avec la Mère-terre
- Rétablissement
  - Soutien aux programmes de rétablissement physiques, de mobilité et de gestion de la consommation de drogues
  - Augmentation des sites d'injection supervisés et espaces de consommation

# JUSTICE TRANSFORMATIVE ET RÉPARATRICE

La justice transformative et réparatrice est centrée sur la guérison, la communauté, le respect, l'écoute, l'autodétermination et l'équilibre.

# JUSTICE TRANSFORMATIVE ET RÉPARATRICE

En se basant sur ces valeurs, les personnes qui naviguent un processus judiciaire peuvent avoir accès à un espace dans lequel elles peuvent aborder les conflits qui se déroulent dans leurs communautés, qui souvent découlent des impacts de la violence coloniale et de traumatismes intergénérationnels.

# JUSTICE TRANSFORMATIVE ET RÉPARATRICE

Ce processus mène à une compréhension globale des impacts de ces conflits sur la sécurité des personnes impliquées, sur celle de leurs proches et de leurs communautés. Il permet également d'utiliser des moyens de guérison appropriés et de réparer les dommages causés.

# JUSTICE TRANSFORMATIVE ET RÉPARATRICE

La justice transformative et réparatrice crée des approches en réponse à la violence, aux blessures et aux abus permettant aux membres d'une communauté de partager leur histoire et d'être écouté. Cette réciprocité est cruciale dans le processus de guérison.

# JUSTICE TRANSFORMATIVE ET RÉPARATRICE

La justice transformative et réparatrice comparée au système de justice colonial:

- **Utiliser sa voix**
  - Permet aux membres d'une communauté de parler pour elleux-mêmes au lieu d'être représenté.es par des acteur.ices judiciaires
- **La guérison plutôt que des mesures disciplinaires de punition**
  - Liens avec la décriminalisation des drogues, du travail du sexe, la non-divulgence du VIH, etc.
  - Les bien-être des individus, familles, groupes et communauté au centre des actions
- **Des programmes de support à la justice en dehors du système légal colonial (dans une perspective abolitionniste)**
  - Travail dans une perspective d'abolition. Réductions des méfaits systémiques par la création de programmes de décriminalisation

# JUSTICE TRANSFORMATIVE ET RÉPARATRICE

Exemples de programmes de justice transformative et réparatrice :

- Cercles de justice
  - Spécifiques aux différentes cultures et communautés
- Programmes de résolution de conflits axés sur la terre
- Construction et maintien des liens interpersonnels
  - Spécifiquement adaptés aux relations et aux familles

Les organisations communautaires de les membres de la communauté aimeraient voir de tels exemples se développer à Tiohtiá:ke – le définancement et le réinvestissement peuvent permettre d’y parvenir.

# ÉQUIPES COMMUNAUTAIRES DE RÉPONSE AUX SITUATIONS D'URGENCE

La création d'équipes d'urgence de première ligne non violentes, ancrées dans les communautés, est une priorité mise de l'avant par plusieurs membres des communautés et organisations communautaires que le Comité réinvestissement a consulté. Ces équipes remplaceront la police en tant que premier.es-répondant.es.

Les organisations consultés ont décrit ces équipes comme :

- Étant non armées
- Ayant accès à de la formation complète et continue sur :
  - La santé mentale et la prévention du suicide
  - La sécurité culturelle et les approches qui prennent en compte les traumas
  - L'intervention non violente et la justice réparatrice
  - Redéfinir les notions de de santé et de bien-être
- Mettant en oeuvre des approches non physiques et non violente

# ÉQUIPES COMMUNAUTAIRES DE RÉPONSE AUX SITUATIONS D'URGENCE

## **Objectifs des équipes :**

Les équipes d'urgence communautaires en situation de crise travailleront avec les membres des communautés de Tiohtiá:ke (Montréal) qui vivent des crises de santé mentale. Les équipes pourront être composées d'intervenant.es sociaux, d'intervenant.es en santé mentale, de pairs ayant reçu des formations, d'aîné.es, de gardien.nes du savoir, de professionnel.les de la santé, d'intervenant.es auprès de personnes endeuillées.

# ÉQUIPES COMMUNAUTAIRES DE RÉPONSE AUX SITUATIONS D'URGENCE

## Tâches des équipes :

1. Offrir du support immédiat dans le but de stabiliser et calmer les personnes en situation de détresse et/ou de crise;
2. Répondre aux appels que des individus en détresse feront à une ligne téléphonique 24h/24, 7 jours/7, pour recevoir du support;
3. Offrir des services d'intervention en situation de crise, de prévention du suicide et de soutien aux personnes endeuillées;
4. À travers des références et des suivis, aider les individus à recevoir du soutien post-crise;
5. S'assurer de la compréhension mutuelle (exemple: langue).

# ÉQUIPES COMMUNAUTAIRES DE RÉPONSE AUX SITUATIONS D'URGENCE

## Exemple de modèle (phase 1)

*\*Modalités à déterminer à partir de la vision des membres des équipes de travail de 2 à 4 personnes, sur des quarts de travail couvrant 24 heures par jour, 7 jours par semaines, dans tous les quartiers de Tiohtiá:ke (Montréal)*

- Établissement d'un plan stratégique, d'objectifs organisationnels, définition des besoins en termes de ressources matérielles, financières et humaines, création d'un échéancier;
- Communication avec des organisations communautaires existantes pour consolider les savoirs et créer des partenariats
- Création d'un plan de formation pour les nouveaux membres;
- Développement d'un processus d'évaluation réunissant de l'information sur les meilleures pratiques et éléments à améliorer;
- Renforcement des liens au sein des équipes, engager un nombre convenables de travailleurs et suivi pour de la formation adéquate et exhaustive;
- Mise en place d'une ligne téléphonique d'urgence, partager le service aux organisations communautaires;
- Project pilote d'équipes communautaires de premier.es-répondant.es (nombres d'appels et d'interventions limité)
- Au début, l'horaire sera restreint afin de permettre d'évaluer et adapter les interventions;
- Élargir graduellement les services offerts selon les capacités organisationnelles.

# EXEMPLE DE BUDGET (PHASE 1)

Catégorie budgétaire	Description des dépenses prévues	Montant
<b>Salaires</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>a. 1 coordinateur.ice à temps plein (40 heures par semaine X 35\$/heure X 52 semaines)</li><li>b. 4 téléphonistes (4 employé.es X 40 heures par semaine X 25\$/heure X 52 semaines)</li><li>c. 14 intervenant.es (14 X 27\$/heure X 40 heures par semaine X 52 semaines)</li><li>d. 6 professionnel.les de la santé ( 6X 29\$/heure X 40 heures par semaine X 52 semaines)</li><li>e. Bonus de nuit de 7.50\$ per hour(7.50\$ X 8 hours par jour X 7 jours par semaine X 52 semaines X 5 travailleur.euses de nuit)</li></ul>	<b>1 538 160 \$</b>
<b>Camionnettes</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>a. Deux camionnettes pour le transport des membres des communautés + équipement (2 X 50 000\$)</li></ul>	<b>100 000 \$</b>
<b>Services en santé mentale</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>a. Sessions de thérapie/consultation pour chaque intervenante (150\$ par session X 25 travailleur.euses X 52 semaines)</li></ul>	<b>562 500 \$</b>
<b>Matériel</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>a. Matériel de réduction des méfaits pour chaque intervenant.e - naloxone, condoms, seringues, etc. (250\$ X 20 travailleur.euses X 12 mois )</li><li>b. Matériel culturellement spécifique- sauge, tambour, cèdre, tabac, etc. (250\$ X 12 mois)</li></ul>	<b>60 000 \$</b>

# EXEMPLE DE BUDGET (PHASE 1)

Catégorie budgétaire	Description des dépenses prévues	Montant
Transport	a. 1 500\$ par mois d'essence X 12 mois b. Assurance - 10 000\$ par année	28 000 \$
Loyer et fournitures de bureau	a. 2,500\$ par mois	30 00 \$
Autres dépenses	a. Dépenses administratives: 15 % des dépenses totales prévues	335 319 \$

**Budget total**

**2 653 979 \$**

# CONCLUSIONS

Voici la vision des organisations communautaires et membres des communautés qui se sont exprimé.es en appui à la Coalition pour le définancement de la police de Montréal. Nos revendications et nos priorités sont claires. Nous exigeons un définancement du SPVM et un réinvestissement des fonds dans des programmes qui donnent du pouvoir à nos communautés.

Il est temps de repenser notre conception de la sécurité publique. Définancez le SPVM. Réinvestissez dans le soutien aux communautés. Joignez-vous à la vision communautaire.

# THE PEOPLE'S VISION

Community Responses to the City  
of Montreal's 2021 Budget

Presented by the Defund the Police Coalition  
November 26, 2020  
[defundthespvm.com](http://defundthespvm.com)

# OUTLINE

1. The Coalition
2. Why Defund and Reinvest?
3. Defunding the SPVM
4. Reinvesting in Communities

# THE COALITION



DEFUND LA POLICE

FESTIVAL JAZZ MONTREAL.COM  
13

NO JUSTICE ALGO  
DEFUND THE POLICE

iskweu

# FOUNDING MEMBERS



Anti-Carceral Group  
AQPSUD (l'Association Québécoise pour la promotion de la santé des personnes utilisatrices de drogues)  
ASTTeQ (Action Santé Travesti(e)s et Transsexuel(le)s du Québec)

Black Lives Matter Montreal

Black Rose Alliance

Black Student Network

Black-Indigenous Harm Reduction Alliance

BUMP (Burgundy Urban Mediation Project)

COBP

Cruise Control

Hoodstock

Montreal Indigenous Community Network

Librairie Racines

Native Harm Reduction

Native Women's Shelter

Open Door Books

Prisoner Correspondence Project

QPIRG-Concordia

RawLaw McGill

REZO santé

Solidarité sans frontières / Solidarity Across Borders

South Asian Youth Collective

Stella, l'amie de Maimie

Student Society of McGill

Youth in Motion

[defundmontrealpolice@gmail.com](mailto:defundmontrealpolice@gmail.com)

COALITION  
POUR LE  
DÉFINANCEMENT  
DE LA POLICE

Pour vous joindre à la Coalition, envoyez-nous un courriel.

To join the Coalition, send us an email.

# OUR VALUES

The Defund the Police Coalition, formed in June 2020, consists of sixty-five community organizations and groups. The coalition centers Black and Indigenous voices, while seeking to support the security and wellbeing of communities most targeted by the police. We are committed to decolonization, decriminalization, and the abolition of police and carceral systems. Instead of these systems, we are advocating for further supports so community members in Tiohtiá:ke can thrive and have their human rights respected and protected.

# OUR DEMANDS

# OUR DEMANDS

Working with our member groups, the Coalition has outlined 10 demands that, together, will reallocate public money from the police to services and programs that truly support people's well-being and security.



# OUR DEMANDS

- Defund
- Disarm and Demilitarize
- Reinvest
- Decriminalize



## DEFUND

1. Immediately cut at least 50 percent from the \$665 million SPVM budget and redirect these funds to the programs and services, managed by and for affected communities, listed below.

## DISARM AND DEMILITARIZE

2. Withdraw all weapons from police officers, including tasers, batons, firearms, rubber bullets, tear gas, pepper spray, and sound canons; disband militarized police units, including SWAT teams and other units using military grade weapons and surveillance equipment.



## DECOLONIZE

3. Invest in Indigenous models of justice and empower Indigenous communities to address all harms committed by Indigenous people through these models; empower other oppressed communities, especially Black communities, to develop and run similar approaches to justice.

## REINVEST

4. Invest in programs created and run by communities to prevent harm (including harms related to violence, mental illness, and drug use) and support transformative justice; empower communities to develop and manage programs that work for them, with the understanding that communities are not monolithic, experience multiple intersecting axes of oppression, and require leadership and programs that integrate and utilize an intersectional approach (e.g., LBGTQ2S, disability, sex work, drug use)

5. Create and fund unarmed service teams outside the police to address mental health and drug related crises, traffic violations, gender-based violence, juvenile "summary" offenses, and missing persons cases.

6. Invest in programs and services, including youth programs, recreation programs, and social housing, in presently criminalized communities; empower communities to develop and manage programs that work for them.



## DECRIMINALIZE

7. Decriminalize all drugs, sex work, and HIV status, eliminate the SPVM drug squad, morality squad, Eclipse squad and all other units targeting marginalized communities, as well as all proactive surveillance programs, and release and expunge criminal records for drug and sex work charges.

8. Eliminate social control bylaws related to "incivilities," and release and expunge all records related to these bylaws (including unpaid bylaw fines), including surveillance and enforcement in public transit.

9. Permanently withdraw police from schools and sports programs, and cease police patrols of public parks, community events, and other spaces in which youth congregate.

10. End the criminalization and surveillance of migration by eliminating all collaboration between the police and Canada Border Services Agency (CBSA) agents and any other form of involvement of the SPVM in immigration matters.



# WHY DEFUND AND REINVEST?

# WHY DEFUND AND REINVEST?

The police target Black people, Indigenous people, and other people of colour. The police have been criticized for racial and social profiling since the 1970s, but the problem continues into the present. A 2019 report found that Black and Indigenous Montrealers were four times more likely to be stopped by police than white people. Between 2000 and 2017, the SPVM also killed 32 individuals. The majority of the victims were killed when addressing a mental health crisis. In the meantime, psychiatric services remain financially inaccessible to many Montrealers, and the wait time can last over a year.

# WHY DEFUND AND REINVEST?

Police are trained to respond to crime, but few of the situations they are called to address today are about crime. Police, for example, are often considered the “first line of response” to people experiencing a mental health crisis. Too many people - particularly Black men - have died at the hands of police as a response to mental health emergency calls. Police are neither trained, nor should their mandates be confused, with appropriate, accountable, and safe responses to people in mental health crises.

# WHY REFORM DOES NOT WORK

# WHY REFORM DOES NOT WORK

Reformist policies attempt to correct a broken system. However, the institutions that make up these systems are rooted in historical oppression. Violence and racism are perpetuating tactics used by police. Therefore, police systems cannot be reformed to be made less violent and harmful because they were built and continue to thrive from these tactics.

# WHY REFORM DOES NOT WORK

Most reformist strategies continue to invest in funding and resources into police departments, thus increasing the scope of policing in communities. Investment through reforming police bodies makes it more difficult for citizens to demand accountability and change. Spending on police budgets and reforms has far outweighed spending on life-affirming support services, and there is little evidence that policing actually results in lower crime. Historically, police reforms have furthered the expansion of the racialized carceral system with money that could otherwise be used to support citizens.

# WHY REFORM DOES NOT WORK

Reform advances the idea that policing is an institution that can be corrected, rather than one that has strong roots in slavery, anti-Blackness, settler colonialism, and genocide. Reforms have for too long been focused on reducing the harms of policing, rather than reimagining the role of police and empowering communities to create change.

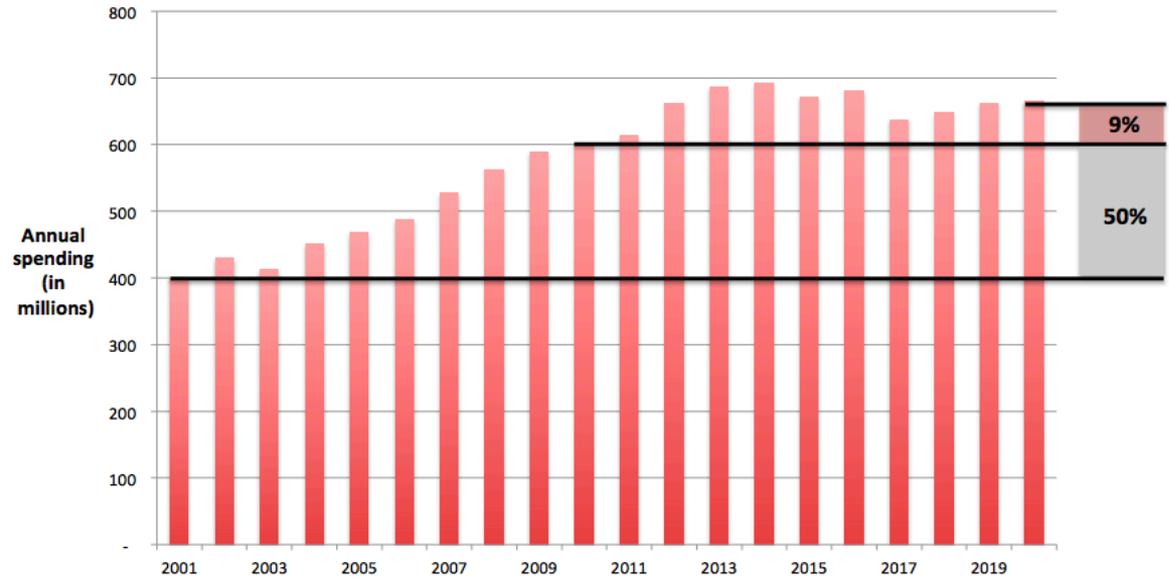
# DEFUNDING THE SPVM

# DEFUNDING THE SPVM

Montrealers strongly support defunding the police. This summer witnessed the two largest protests against police racism and violence in the city's history, and 60% of the participants in an August pre-budgetary consultation called for defunding the police. In spite of this, the city's proposed 2021 budget, released on November 18, 2020, includes a \$14.6 million increase in the SPVM operating budget and a \$6 million increase in the SPVM infrastructure budget. These increases need to be turned into decreases.

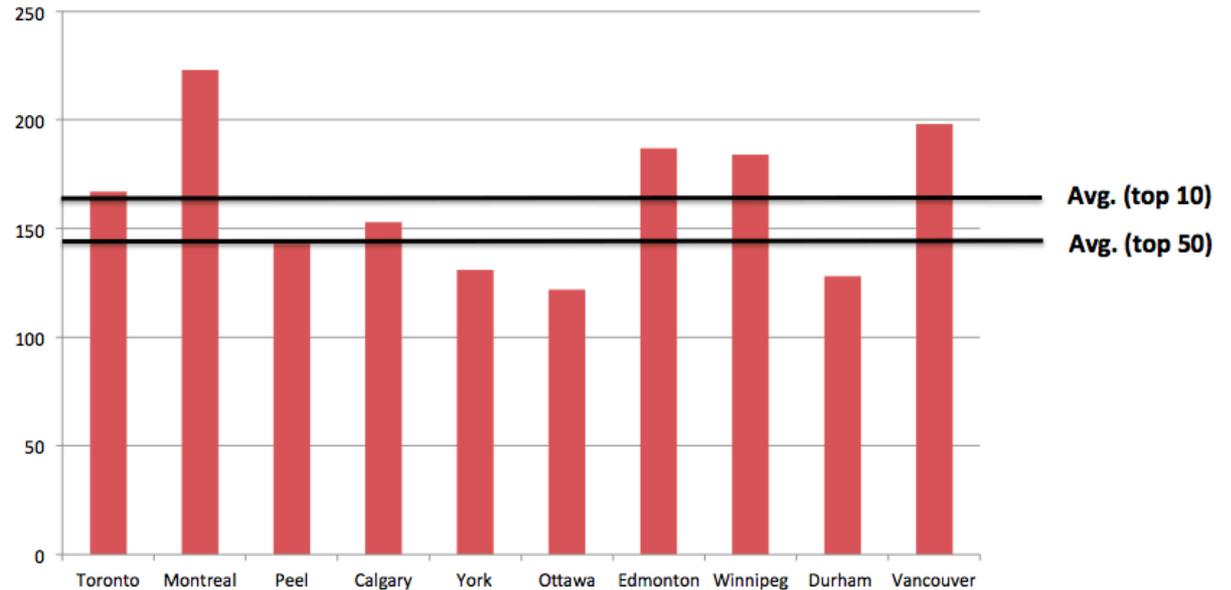
# POLICE SPENDING

Montreal's spending on police has increased dramatically since 2001, increasing 50% in 2001-10 and 9% in 2011-20. The police now consume \$660M of public money each year.



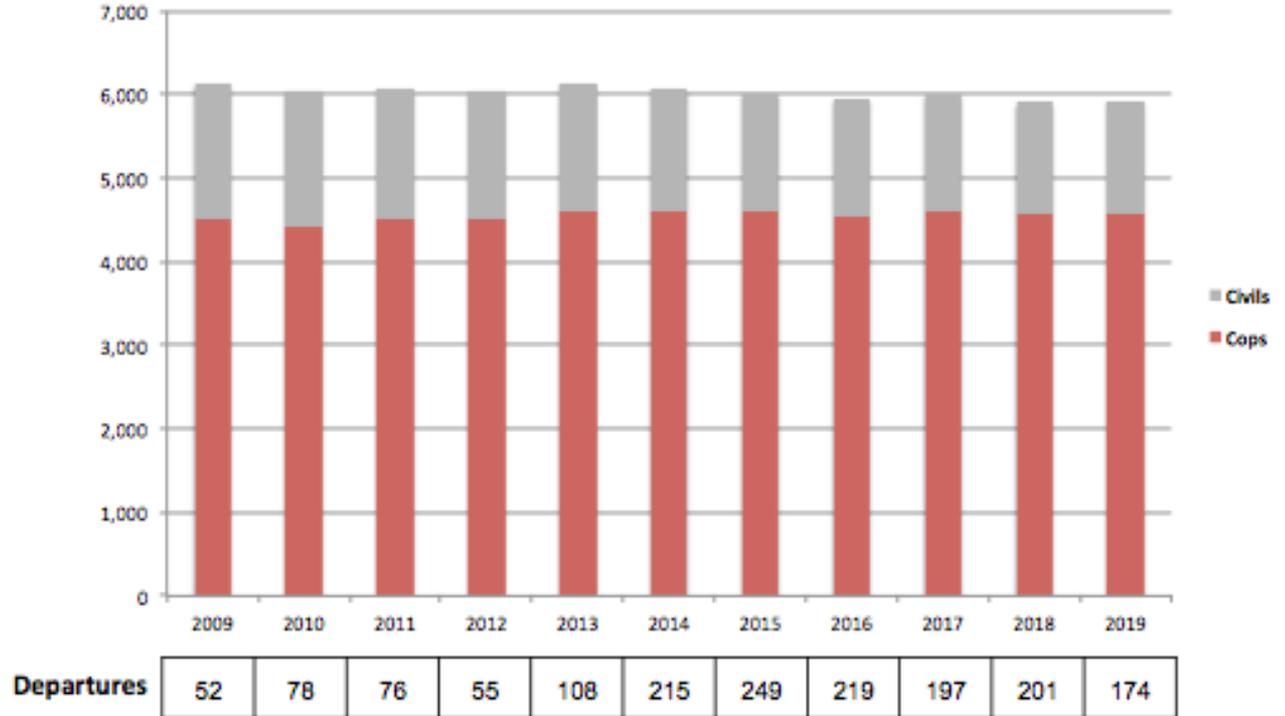
# POLICE FORCE SIZE

Montreal has the highest number of police officers per capita in Canada - 36% higher than the average for the ten largest cities and 52% higher than the average for the fifty largest cities.



# PERSONNEL OVER TIME

The size of the Montreal police force has remained constant over time (around 6,000 employees), as departing personnel are generally replaced by new hires.



# PERSONNEL OVER TIME

The constancy of *police force size* is remarkable, given the efforts made by the city to reduce other personnel. A five-year city workforce reduction plan was only applied to civilian police personnel and only in two years.

	<b>Non-Police Workforce Reduction Plan (2014-2018)</b>	<b>Police Workforce Reduction Plan (2014-2018)</b>
Reduction – leaving positions vacant	500	0
Reduction – not replacing departing personnel	2,205	78
Est. cost savings (\$)	\$240 MM	\$5 MM
Est. cost savings (%)	10 %	1 %

# DEFUNDING PRECEDENTS

In the last six months, several North American cities have voted to decrease police budgets. Calgary has also voted in favour of a \$20 MM (5%) reduction, but will seek public input before finalizing it.

City	Police budget cut (\$)	Police budget cut (%)
Austin, TX	\$150 MM	33%
New York, NY	\$1,000 MM	17%
Los Angeles, CA	\$150 MM	8%
San Francisco, CA	\$120 MM	17%
Oakland, CA	\$14.6 MM	5%
Seattle, WA	\$4 MM	10%
Baltimore, MA	\$22 MM	4%

# DEFUNDING PLAN

Our defunding plan reduces police spending and personnel by 50%. It achieves this by reducing the amount of work police are expected to perform, either by *eliminating tasks* or *transferring tasks to other bodies*.

## Eliminating Police Tasks

- Eliminate police tasks that do not keep people safe and/or make them less safe:
  - Eliminate police work related to drugs, sex work, HIV status, and incivilities.
  - Remove police from schools and end surveillance of and involvement with youth activities.
  - End police collaboration with CBSA and all other involvement in immigration matters.

## Transferring Tasks to Other Bodies

- Transfer police tasks to other bodies that can better perform them:
  - Replace police responses to mental illness and drug over-doses to a community response team
  - Replace police interventions in Indigenous communities with Indigenous justice models; gradually do apply similar approaches in Black and other oppressed communities.

# DEFUNDING PLAN

The proposed reductions in police work make it possible to reduce personnel and spending to varying extents across the police department. Overall, 50% of police personnel and spending will be cut.

Police Unit	Current personnel	Reduction in personnel	Reduction in spending
Direction du service	50	20 (40%)	\$2.2 MM
Gendarmerie			
– Postes de quartier (30)	2,439	1,220 (50%)	\$134.1 MM
– Socio-communautaire	72	72 (100%)	\$7.9 MM
– Métro and airport	167	84 (50%)	\$9.2 MM
– Crossing guards (FTEs)	235 <sup>2</sup>	235 (100%)	\$25.9 MM
– Other	605	303 (50%)	\$33.2 MM
Enquêtes criminelles	1,516	758 (50%)	\$83.3 MM
Intégrité et normes professionnels	156	47 (30%)	\$5.1 MM
Services corporatifs	667	233 (35%)	\$25.7 MM
<b>Total</b>	<b>5,904</b>	<b>2,971</b>	<b>\$326.8 MM</b>

Our research and data show that the SPVM is overstaffed and overfunded. There is an evident need to DEFUND the SPVM and REINVEST in the communities of Tiohtiá:ke.

# REINVESTING IN COMMUNITIES

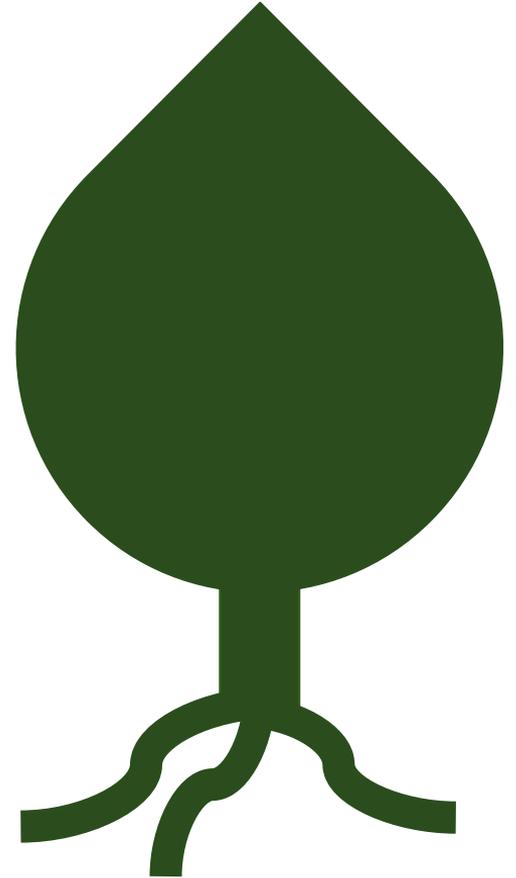
# COMMUNITY CONSULTATION

- We asked **over 100 Tiohtiá:ke-based community organizations and groups** how they envision reinvesting the SPVM budget:
  - ① What would your organization suggest for reinvestment of SPVM funding?
  - ② What are the top three needs for the communities that organization supports?
- Their responses have been collected and analyzed, while group and individual consultations with community members continues

# THREE ROOTS OF REINVESTMENT

Our consultation identified three priority areas, three “roots” of reinvestment:

- ① Community Emergency Response Teams
- ② Transformative and Restorative Justice Supports
- ③ Well-Being and Sustainability Supports



# WELL-BEING AND SUSTAINABILITY

## Advocacy Supports

- Community to community solidarity supports
- HIV/AIDS Support
  - Employment: improve working conditions, salaries, and benefits
  - Meal support
  - Access to computers, electronic devices, and internet services to avoid isolation during the pandemic
- Increased popular education initiatives to support community members who are often oppressed by colonial institution

## Accessibility Supports

- Prioritize the leadership of Black and Indigenous disabled people in all reinvestment planning
- Peer led and initiated support programming by and for disabled people
- Well-being and healing supports with a multiplicity of care options that are accessible to people's language(s), culture(s) and identities rather than being exclusionary
- Develop and facilitate trainings about ableism,
- Collaborate with disability rights and advocacy groups to do so
- Fund and amplify cultural work that is created and led by people with disabilities

# WELL-BEING AND SUSTAINABILITY

## 2SLGBTQIA+ Specific Supports

- 2SLGBTQIA+ Youth centre
  - Confidential spaces with active listening supports
  - Substance management supports
- 'One-stop-shop' like space (ie. housing, health, justice, employment)
  - Support adults, but also have specific areas for youth
  - Communication hub for 2SLGBTQIA+ community organizations
- Training opportunities, with specific lens for community members using
  - Ex. De-escalation, crisis intervention support, safe injections, Naloxone, peer-listing etc.

## Educational Supports

- Accessible education programs for community members at various learning capacities
  - Life skills programming including: relationship building, finance management, basic culinary skills, hygiene, literacy etc.
- Educational and work-place tandem programming
  - Community certification/degree programs that lead to jobs and continues to create career paths
- Peer intervention training and cross-community training
- Comprehensive, 2SLGBTQIA+ inclusive, disability-inclusive sex education that centers consent

# WELL-BEING AND SUSTAINABILITY

## Financial Supports

- Universal Basic Income (UBI)
- More robust welfare
- Financial education programming
- Sex worker emergency fund
- Affordable (free) transportation program for those on social assistance
  - Free monthly metro and bus passes for those who access social assistance supports
- Increased incomes for intervention workers, community support workers
- Financial support groups specifically for disabled young disabled peoples
  - Self-organize, goal setting and analysis skills

## Family Supports

- Increased supports for families navigating through DYP/DPJ processes
  - Accompaniment to appointment supports
- Food sustenance programming specific for families
- Caregiver supports (ie accessible babysitting networks)
- Pregnancy supports
  - Accompaniment to health care related appointments
  - Pregnancy planning
- Adoption support programming
  - Educational tools, individual and family
- Family counselling

# WELL-BEING AND SUSTAINABILITY

## Safer Spaces

- Increased 24/7 shelter spaces for community members who are street involved, experiencing homelessness or have precarious living situations
  - Comfortable sleeping areas
  - Food security supports
  - Quiet spaces
- Anonymous entry and non-disclosed spaces for sex workers and others escaping violent situations to go
  - Female, male and 2SLGBTQIA+ specific locations
- Storage spaces for community members to protect belongings
- Increased clothing depots
  - With seasonal garments (ex. overnight freezing prevention)
- Increased infrastructures for community organizations
  - Gathering spaces
  - Individual meeting rooms
  - Office spaces

# WELL-BEING AND SUSTAINABILITY

## Housing Supports

- Youth housing
  - Transitional housing for youth transitioning out of the system to adulthood
- Adult housing for street involved community members
  - Transitional and permanent (with subsidized payment programming)
  - Substance management support housing
  - Specified housing programs based on communities
- Housing for sex workers
  - Where sex workers can continue to use alcohol/ drugs
  - Gender non-conforming and trans inclusive
  - 'Lay low spaces'

## Health Supports

- Development of an Indigenous Health Centre
- Holistic Health Supports
  - Emotional Health - grief counselling, lateral violence training, peer supports
  - Mental Health - psychosocial support services, lived experience supports
  - Physical Health - mobility supports, community-based
  - Spiritual Health - culturally-specific supports, on-the-land healing
- Rehabilitation
  - Physical/mobility, substance management supports
- Increase safe injection and consumption sites across the city

# TRANSFORMATIVE AND RESTORATIVE JUSTICE PROGRAMMING

Transformative and restorative practices of justice utilize healing, community, respect, voice, self-determination, and balance as fundamental elements.

# TRANSFORMATIVE AND RESTORATIVE JUSTICE PROGRAMMING

Through these values, individuals journeying through a judicial process can be provided a space in which they can address conflicts that occurred within their communities that often stem from impacts of colonial violence and intergenerational traumas.

# TRANSFORMATIVE AND RESTORATIVE JUSTICE PROGRAMMING

This leads to understanding how these conflicts have impacted their safety, that of their kin and fellow community members in a more holistic way. It also addresses appropriate healing measures and ways to repair harm.

# TRANSFORMATIVE AND RESTORATIVE JUSTICE PROGRAMMING

Transformative and restorative justice creates approaches to responding to violence, harm and abuse in ways in which community members can share their stories and be meaningfully listened to. This reciprocity is crucial to healing.

# TRANSFORMATIVE AND RESTORATIVE JUSTICE PROGRAMMING

## Key Characteristics of Transformational and Restorative Justice:

### **Voice**

- Allowing community members to speak on their behalf rather than being spoken for by judicial actors

### **Healing rather than punitive measures**

Links to decriminalization of drugs, sex work, and HIV non-disclosure, etc.

- Individual, family/kin, and community wellbeing at the core of programming

### **Justice supports outside of the colonial legal system (abolition framework)**

- Working towards this goal, systemic harm reduction by creating community diversion programming

# TRANSFORMATIVE AND RESTORATIVE JUSTICE PROGRAMMING

Examples of Transformative and Restorative Justice programming:

- Justice Circle programming
  - Culturally and community specific
- On-the-land conflict resolution programming
- Connectivity building programming
  - Relationship and family specific

Community organizations and community members would like to see such examples grow in Tiohtiá:ke – defunding and reinvesting can make this happen.

# COMMUNITY EMERGENCY RESPONSE TEAMS

The creation of non-violent, community-driven emergency response teams in Tiohtiá:ke (Montreal) is a priority expressed by many community members and community organizations we consulted. Surveyed organizations have identified the need for a Community Emergency response team that is:

- Unarmed
- Extensively and continuously trained in the following areas:
  - mental health and suicide prevention
  - cultural safety and trauma-informed practices
  - non-violent intervention and restorative justice
  - moving beyond traditional notions of “health” and “wellness”
- Non-physical and non-violent in approach

# COMMUNITY EMERGENCY RESPONSE TEAMS

Towards the creation of Community Emergency Response Teams

## Objectives:

The Community Emergency Response team will work community members throughout Montreal who are experiencing a mental health crisis. The team can be made up of outreach workers, mental health support workers, trained peers, Elders, Knowledge-keepers, health professionals, and grief counsellors.

# COMMUNITY EMERGENCY RESPONSE TEAMS

Tasks of emergency response teams:

- ① Deliver immediate relief of distress in crisis situations and/or timely and accessible aid to people in crisis. Provide supports that will contribute to stabilizing a situation;
- ② Link to a 24/7 city-wide toll free phone line for individuals in distress to call for assessment and assistance;
- ③ Provide crisis services, including assessment, intervention, grief counselling supports and suicide prevention in person;
- ④ Facilitate crisis aftercare support to community members through appropriate referrals and follow up;
- ⑤ Ensuring common comprehension (example: language).

# COMMUNITY EMERGENCY RESPONSE TEAM

A model (example) :

## **Phase 1 :**

*\*Modalities of Community Emergency Response team to be determined with the vision of a full staff working in small teams consisting of 2-4 trained workers, 24 hours, 7 days a week across all sectors of Montreal.*

- Establishing a strategic plan, outlining modality, organizational objectives, resources required, timelines;
- Connecting with existing outreach teams to consolidate knowledge and create partnerships;
- Creating a curriculum and training process for newly onboarded team members;
- Develop an evaluation process to collect information on best practices and areas of improvement for phase 2.
- Team and capacity building: hiring the identified number of staff and ensuring adequate and extensive training;
- Putting into place an emergency phone line and sharing the service information with community organizations;
- Pilot runs of the Community Emergency Response team (limited calls accepted and interventions taking place);
- Run Community Emergency Response team on a restrained schedule to evaluate interventions and adjust responses;
- Expand service provision as required in line with organizational capacity.

# EXAMPLE BUDGET (PHASE 1) : COMMUNITY EMERGENCY RESPONSE TEAM

Budget category	Description of projected expenses	Amount
Salaries and wages	<ul style="list-style-type: none"> <li>a. 1 full time Program Coordinator at 40 hours a week X 35\$/hours X 52 weeks</li> <li>b. 4 telephoniste X 40 hours a week X 25\$/hours X 52 weeks</li> <li>c. 14 Intervention workers 25\$/hour X 40 hours a week X 52 weeks</li> <li>d. 6 Health professional X 27\$/hour X 40 hours a week X 52 week</li> <li>e. Night bonus of + 7.50\$ per hour X 8 hours of Night shift per day X 7 days a week X 52 week X 5 staff working at Night</li> </ul>	<b>\$1 454 960</b>
Capital office acquisition	Two vans for transport of community members and equipment X 50 000\$ per vehicle	<b>\$100 000</b>
Mental Health Services	Mandatory wellness sessions for each intervention staff per week X 150\$ per sessions X 25 staff X 52 weeks	<b>\$562 500</b>
Organizational supplies and equipment	<ul style="list-style-type: none"> <li>a. 250\$ Harm reduction materials (naloxone kits, condom, syringe) for each staff per month X 20 staff X 12 months</li> <li>b. 250\$ of Culturally adapted materials (sauge, small drum, cedar, tobacco,etc) per month X 12 months</li> </ul>	<b>\$60 000</b>

# EXAMPLE BUDGET (PHASE 1) : COMMUNITY EMERGENCY RESPONSE TEAM

Budget category	Description of projected expenses	Amount
Transportation	a. 1500\$ a month of fuel x 12 months b. 10,000\$ of insurance per fiscal year	\$28 000
Office utilities and rent	a. 2,500\$ per monts for Rent of space for office x 12 months	\$30 000
Other Administrative Expenses	a. Admin fees of 15% of overall expenses	\$335 319

**TOTAL PROJECTED BUDGET \$2 570 779**

# CONCLUSION

This is the vision of community organizations and community members who have raised their voices in support of the Coalition to Defund the Police in Montreal. Our demands and priorities are clear. We want to defund the SPVM's budget and reinvest this funding into support programming that further empowers our communities.

This is the time to reimagine public safety. Defund the SPVM. Reinvest in community supports. Adopt the People's Vision.